



Le marché de l'assurance emprunteur

Bilan des réformes, stratégies gagnantes
et perspectives à l'horizon 2024

Une étude pour :

Analyser

les impacts des réformes
successives sur le marché

Mieux comprendre

les parcours
de souscription,
les motivations
et les freins au recours
à la délégation

Identifier

les stratégies
gagnantes des leaders
et des challengers

Anticiper

les évolutions du marché
et de la concurrence

EXCLUSIVITÉ LES ECHOS ETUDES



Une enquête quantitative auprès de 1 000 Français ayant un crédit immobilier en cours et 200 Français ayant l'intention de souscrire un crédit immobilier pour analyser les parcours de souscription de crédits immobiliers et d'assurance emprunteur, les motivations et les freins à la délégation et les critères de choix des contrats.

Assurance emprunteur : dynamiques concurrentielles et perspectives d'évolution de l'activité

ÉDITO

LES CHALLENGERS PEINENT À BOULEVERSER LE MARCHÉ FACE À L'INERTIE DES EMPRUNTEURS

Un marché théoriquement plus ouvert à la concurrence

Depuis 2010, les réformes visant à ouvrir le marché de l'assurance emprunteur se sont enchaînées :

- Loi Lagarde en 2010 pour délier le crédit immobilier et l'assurance emprunteur, autorisant ainsi la délégation d'assurance, y compris lorsque la banque propose son propre contrat groupe ;
- Loi Hamon en 2014 permettant le changement de contrat d'assurance emprunteur dans les 12 mois suivant sa souscription. Elle visait à faciliter la délégation d'assurance en allongeant le délai pendant lequel les emprunteurs peuvent faire leur choix ;
- Amendement Bourquin en 2017 rendant possible la résiliation annuelle de l'assurance emprunteur, d'abord sur les nouveaux contrats puis à partir de 2018 sur le stock.

La concurrence croissante a permis d'apporter plus de valeur aux emprunteurs

En conséquence, de nombreux acteurs sont rentrés sur le marché ces dernières années, attirés par le dynamisme de l'activité, elle-même portée par la bonne santé des ventes immobilières et de la production de crédits. Certaines sociétés d'assurances, mutuelles et institutions de prévoyance ont créé des offres d'assurance de prêt depuis la loi Hamon : Prévoir, Harmonie Mutuelle, Apicil, Agéa, etc. De nouveaux acteurs digitaux, avec le statut de courtier, se sont eux associés à des acteurs traditionnels, à l'instar Zen'Up, AssurOne ou encore Digital Insure.

Cette intensification de la concurrence a encouragé l'amélioration de l'offre, sa digitalisation ainsi que la multiplication des canaux de distribution et a entraîné des pressions sur les tarifs, avec d'un côté les efforts des nouveaux entrants pour conquérir des parts de marché et ceux des banques pour protéger leurs parts de marché, voir en gagner.

Les positions entre banques et challengers ont toutefois peu bougé. Ainsi, malgré les avancées réglementaires et la concurrence croissante, la part de la délégation a même eu tendance à baisser (11,3% en 2018 contre 11,8% en 2014). Et ce, alors que le positionnement tarifaire des challengers est très attractif pour de nombreux segments de la population.

Pourquoi, malgré la concurrence croissante et les réformes, le marché reste-t-il dominé par les banques ?

Pourquoi cette révolution, pourtant annoncée, ne semble pas avoir eu lieu ? Quelles sont les raisons du faible recours à la délégation et à la résiliation (sous 12 mois avec la loi Hamon ou tous les ans avec l'amendement Bourquin) ? Mauvaise connaissance de l'assurance emprunteur, faible intérêt pour le sujet, parcours de souscription et de résiliation complexes, frein par les banques ou choix positif des contrats groupes bancaires : les pistes pour expliquer la situation sont nombreuses.

Pour répondre à ces questions, nous avons interrogé deux panels de Français ayant un crédit immobilier en cours ou envisageant d'en souscrire un sous 24 mois. L'objectif : mieux comprendre leurs parcours de souscription de crédit et d'assurance emprunteur, évaluer leurs connaissances sur les possibilités de résiliation, sonder leurs motivations et ainsi pouvoir identifier les freins à la délégation ou les raisons du choix du contrat banque...

CHIFFRE CLÉ

11,3 %

La part de la délégation en assurance emprunteur en 2018. Elle a légèrement baissé par rapport aux années précédentes.

Source : FFA

LES + DE L'ÉTUDE

Cette étude s'appuie sur une enquête menée auprès de deux panels :

- > 1 000 Français ayant un crédit immobilier en cours ;
- > 200 Français envisageant de souscrire un crédit immobilier au cours des 24 prochains mois.

L'enquête a été réalisée sur l'access panel online Maximiles de Bilendi, acteur européen de la collecte de données.

Bilendi

L'analyse repose également sur des recherches documentaires approfondies sur le marché, les différents acteurs et leurs stratégies ainsi que sur de nombreuses études de cas.

SOMMAIRE DE L'ÉTUDE

01 L'assurance emprunteur : garanties, cadre et processus de souscription

02 La dynamique du marché de l'assurance emprunteur

Les déterminants de l'activité

- > L'évolution du marché immobilier français et ses principales tendances
- > La dynamique des crédits professionnels et des prêts à la consommation

Les motivations des choix des Français en matière d'assurance emprunteur

Cette partie s'appuie sur une enquête menée par les Échos Études auprès des Français pour mieux comprendre les parcours de souscription de crédits immobiliers et d'assurance emprunteur, les motivations et les freins à la délégation et les critères de choix des contrats

L'évolution de l'activité en assurance emprunteur

03 Les principaux enjeux et les stratégies des acteurs

Stratégies défensives et offensives des bancassureurs vs axes de développement des challengers : rappel des principaux enjeux des acteurs ainsi que des leviers de croissance et de protection des parts de marché

Digitalisation des étapes, simplification des démarches de souscription et accompagnement dans le changement de contrat

Nouveaux schémas de distribution : poursuite du développement de la comparaison et du courtage, nouveaux entrants 100% digitaux, partenariats avec des acteurs de l'immobilier, etc.

Évolution et extension de l'offre

04 Panorama des forces en présence

Rôle et positionnement des différents types d'acteurs : porteurs de risque, courtiers, nouveaux entrants, etc.

Les fiches d'identité des principaux porteurs de risque en assurance emprunteur (présentation, chiffres clés et stratégies)

05 Perspectives d'évolution du marché et de l'environnement concurrentiel à l'horizon 2024

**Quelle dynamique de l'activité au cours des prochaines années ? Qui seront les gagnants et les perdants ?
Quelles perspectives pour les nouveaux entrants ?**



Les principaux bancassureurs et challengers passés au crible

- AFI ESCA
- ALLIANZ
- AXA
- BNP PARIBAS CARDIF
- CNP ASSURANCES
- CRÉDIT AGRICOLE ASSURANCES
- GACM
- METLIFE
- NATIXIS ASSURANCES
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INSURANCE

Et de nombreuses études de cas !

PÔLE BANQUE FINANCE ASSURANCE

des Echos Etudes animé par Hélène MEZIANI

Le marché du leasing, Juillet 2019

Financement locatif des équipements des entreprises : nouvelles attentes des clients, stratégies de développement et perspectives d'évolution du marché

Le marché de l'assurance santé complémentaire, Juillet 2019

Évolution du cadre réglementaire, concurrence accrue, digitalisation, etc. : quelles stratégies d'adaptation et d'innovation ?

Les nouveaux modèles dans l'assurance, Avril 2019

Comment assureurs et assurtechs réinventent l'assurance et ouvrent de nouveaux marchés ?

Vous souhaitez disposer sur ce sujet d'une étude ad'hoc ou d'une analyse personnalisée ?

Une présentation orale des résultats de cette étude auprès de vos équipes ?

Contactez notre Service Clients :

Tél : 01 49 53 63 00 - Email : etudes@lesechos.fr

NOTRE EXPERT



Hélène MEZIANI

Responsable du pôle
Banque-Finance-Assurance

hmeziani@lesechos.fr

Tél. : 01 49 53 63 00

Retrouvez-la sur  

COMMANDE DE L'ÉTUDE LE MARCHÉ DE L'ASSURANCE EMPRUNTEUR

Version PDF

- Pour 1 utilisateur
3 150 € HT - 3 323,25 € TTC (TVA à 5,5%)*
- De 2 à 5 utilisateurs
4 095 € HT - 4 320,23 € TTC (TVA à 5,5%)*
- De 6 à 10 utilisateurs
4 725 € HT - 4 984,88 € TTC (TVA à 5,5%)*
- Plus de 10 utilisateurs* : Nous contacter

Option papier

- Oui je souhaite recevoir un ou plusieurs exemplaires papier pour
315 € HT (TVA à 5,5%) l'unité, en plus de l'achat d'une version PDF.*

Nombre d'exemplaires : _____

*L'article L. 122-5 du Code de la propriété intellectuelle n'autorise que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective.

Coordonnées de l'utilisateur final (Si plusieurs utilisateurs, nous communiquer leurs coordonnées accompagnées de ce bon de commande)

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____ Société : _____

Adresse : _____

Tél. : _____ E-mail : _____

Facturation :

Société : _____

Adresse : _____

Contact : _____

Version papier

- 3 150€ HT - 3 323,25 € TTC (TVA à 5,5%)

Présentation orale par l'expert auprès de vos équipes :

Nous contacter pour un devis. Prestation possible seulement avec l'achat de l'étude

Code mailing : A078INTEI

Règlement :

- Virement (RIB 31489/00010/00219548733/47
Crédit agricole - CIB)
- Chèque à l'ordre des Echos Solutions
- Carte bancaire sur lesechos-etudes.fr
- Règlement à réception de facture

Date : / /

Signature :

LesEchos

ÉTUDES

Service Clients - 10 boulevard de Grenelle - CS 10817 - 75738 Paris Cedex 15
Tél. : 01 49 53 63 00 - Mail : etudes@lesechos.fr

WWW.LESECHOS-ETUDES.FR